

La diplomatie francophone est-elle en danger ?

INSTITUTIONS Certains craignent une régionalisation

- WBI (relations internationales francophones) et Awex (exportations wallonnes) se rapprochent.
- Aux dépens de la diplomatie et au profit du commerce ?
- Des agents et des députés s'inquiètent.

Régionalisation larvée, « vassalisation de WBI par l'Awex », danger de disparition de l'institution diplomatique, « grand malaise interne » : que se passe-t-il à Wallonie Bruxelles international (WBI), l'agence qui gère les relations internationales de la Communauté française (ou Fédération Wallonie-Bruxelles) ?

Ce lundi, la patronne, « administratrice générale » de WBI comme de l'Awex (l'Agence wallonne à l'exportation), Pascale Delcomminette, présente aux députés de la Communauté sa note de politique internationale. A cette occasion, elle subira un feu plutôt nourri de questions. Car plusieurs parlementaires, CDH, Défi et Ecolo notamment, s'alarment de la situation à WBI.

Il leur revient – comme il nous revient – plusieurs inquiétudes, voire critiques, des couloirs de l'institution.

Inquiétudes à propos de l'emprise régionale, voire commerciale, sur les compétences de politique internationale de la Communauté ; mais aussi à propos de la gestion et du fonctionnement de l'institution.

Reprenons.

1 L'emprise régionale. Le débat sur la régionalisation des compétences de la Communauté française est relancé depuis la semaine dernière et la sortie du ministre wallon Jean-Luc Crucke (MR) prônant la disparition à terme de la Communauté, sachant que des régionalistes de plusieurs partis se réunissent régulièrement pour envisager l'avenir institutionnel. C'est dans ce contexte qu'apparaissent aussi des craintes de régionalisation à WBI, en raison, nous expliquent-ils, de son effacement progressif face à l'Awex.

Ces craintes sont-elles justifiées ?

Chef de groupe CDH au parlement de la Communauté française, Hamza Fassi-Fihri pointe le manque de visibilité de WBI sur la scène internationale : « On semble observer une activité de WBI qui ne répond pas aux attentes des différents secteurs et opérateurs. On entend des commentaires du monde de la francophonie disant que l'on n'occupe plus la même place qu'avant. » Il s'interroge : « Est-ce dû à la double casquette de l'administratrice générale, qui serait plus occupée par l'Awex que par WBI ? Est-ce lié à la gestion interne ? » Et il ajoute : « Certains pensent qu'il y a un agenda régionaliste caché dans son chef. Je n'irais pas jusque-là. Mais le CDH veille et veillera à ce que la Communauté française continue ses missions et à avoir sa place à l'international. S'il faut revoir la double casquette, on le fera. »

Une direction gérant à la fois l'Awex et WBI se ferait donc au détriment de la politique internationale francophone ? Ce sentiment existe. Sans non plus parler de régionalisation larvée, Hé-

lène Ryckmans (Ecolo) s'interroge également : « Y a-t-il concordance des deux piliers, Awex et WBI, ou l'un des deux piliers prend-il le pas sur l'autre ? En raison de l'organisation du gouvernement en Wallonie et peut-être de l'expérience de Pascale Delcomminette à l'Awex ou de la demande des entreprises, je m'interroge sur la qualité du travail de WBI en matière de coopération internationale, de droits humains, de relations bilatérales et multilatérales, dans le cadre diplomatique, mais aussi scientifique, culturel... ».

Et Charles-Etienne Lagasse, président du centre d'études Jacques Georgin de Défi (auteur d'une carte blanche sur le sujet dans *La Libre*) résume d'une phrase : « A Paris, on me dit que WBI a disparu. » Pour lui, « il y a une sorte de captation de WBI par l'Awex. »

C'est effectivement ce que certains ressentent sur le terrain. Sous couvert d'anonymat, un agent de l'administration nous parle d'« un gros malaise » à WBI. Et de « vassalisation de WBI par Awex », jugeant que « WBI est en train de sombrer ».

2 Une dérive commerciale ?

L'emprise de l'Awex sur WBI aurait une autre conséquence : « WBI ne fait plus aujourd'hui de politique internationale, mais du commerce extérieur », dénonce Charles-Etienne Lagasse. On abandonne la politique internationale et ses valeurs au profit du commerce. » Ce qui peut poser question quand on aborde les ventes d'armes par exemple.

« On réduit notre politique internationale au commerce extérieur », confirme notre agent de l'administration. *La Flandre pré-*

sente son agence comme le ministère des Affaires étrangères de la Flandre ; WBI se définissait, l'an dernier sur son site (cela a été changé) comme "l'Agence de promotion des talents", alors qu'on pilote les relations internationales de la Communauté ! »

3 La question du management.

A ce qui précède se rajouteraient « des questions de management et de gestion des ressources humaines ». « Un audit est en cours, le premier à WBI, nous précise Charles-Etienne Lagasse, et il révèle un grand mal-être, voire de l'agressivité vis-à-vis de la direction. »

Plusieurs pointent à cet égard les représentations dites « multi-services » à l'étranger. Par souci d'économies d'échelle, mais aussi d'efficacité, des délégations regroupent en effet désormais les représentants de WBI et de l'Awex. C'est le cas à Pékin et Tunis, mais aussi Londres, New York et Kigali.

Au départ, seuls les deux premiers postes étaient prévus sur ce modèle, avant évaluation. Mais le système a été étendu, sans attendre l'évaluation. Or, il suscite lui aussi la crainte de se faire au détriment de WBI : « A force de créer ces postes multiservices ou des postes Awex renforcés par un délégué WBI, on va s'interroger sur l'utilité de postes WBI spécifiques, juge notre source interne. Certains attachés commerciaux se présentent même comme délégué général WBI, alors qu'ils ne sont pas diplomates. Si l'on continue comme ça, WBI mettra la clef sous la porte dans quelques années. Et les ministres concernés laissent faire. » ■

MARTINE DUBUISSON

Delcomminette

« Coopérer démultiplie notre force de frappe »

ENTRETIEN

Devant les députés francophones, Pascale Delcomminette répond, ce lundi, à plusieurs inquiétudes concernant Wallonie Bruxelles International (WBI). Elle le fait déjà pour *Le Soir*, calmement et point par point.

Les synergies entre les deux institutions que vous dirigez conduisent-elles à ce que l'Awex prenne le pas sur WBI ?

L'unicité permet d'être plus actif à l'international, auprès de tous les acteurs. En accentuant la coopération, on démultiplie notre force de frappe. J'y vois une manière d'être plus fort, sans dénaturer l'ADN initial de chacun. Et je n'en mets pas l'une plus haut que l'autre.

Ce n'est pas forcément le ressenti du terrain...

Les synergies s'organisent autour de cinq piliers. Prenons l'exemple des missions internationales : le fait de pouvoir travailler ensemble, Awex et WBI, a permis la présence de tous les acteurs, alors qu'avant ces missions étaient uniquement étiquetées « économie ». De plus en plus, on a des représentants d'universités dans ces missions. Cela favorise l'interconnexion entre les entreprises et les universités.

Autre exemple : la cohérence

entre les réseaux Awex et WBI permet d'avoir des messages et une image plus cohérents et simplifiés. C'est ça l'objectif. On est une petite zone à l'échelle du monde, donc on a intérêt à se présenter de la manière la plus impactante possible.

Votre double casquette ne conduit-elle pas à ce que les relations internationales soient vues par le prisme commercial ? Par exemple en matière d'exportation d'armes.

La double casquette existe depuis 1998 ! Concernant la vente d'armes, il y a une commission d'avis qui respecte le règlement européen. Les contraintes économiques n'interviennent pas. Tous les cas sont examinés à leur due code de conduite. Point.

« On doit faire rayonner la francophonie, pas jouer la carte du repli sur soi »

Que répondez-vous à ceux qui craignent une régionalisation

larvée de WBI ?

Je ne me positionne pas sur la question politique de la régionalisation. Mais je peux juger d'un point de vue opérationnel : avoir une agence bicéphale permet un impact plus important à l'international. Avoir une présentation des francophones de Belgique dans tous ses aspects, économique, recherche, culture..., est une force. Nos actions sont tout à fait équilibrées. La peur n'est jamais bonne conseillère ; il faut envisager ces synergies comme un atout, en gardant les spécificités de chacun. On doit faire rayonner la francophonie dans un monde qui se décloisonne, pas jouer la carte du repli sur soi.

Donc vous voulez rassurer : vous n'utilisez pas votre double casquette pour faire avancer la régionalisation ?

Jamais ! Prenez les représentations multiservices à l'étranger : il s'agit d'avoir un maximum de points d'ancrage dans le monde, pour tous nos opérateurs. On a commencé par Londres, où l'on a renforcé le poste de l'Awex par un délégué WBI. Et l'Arès (Académie de recherche et d'enseignement supérieur) nous a dit qu'elle était ravie d'avoir un tel point d'ancrage sans avoir l'investissement complet d'une délégation.

Mais ces postes multiservices renforcent la crainte d'une régionalisation larvée...

Le gouvernement a décidé d'ouvrir quelques postes multiservices, permettant de faire des économies d'échelle tout en gérant les compétences de l'un ou de l'autre. A Pékin, l'attaché commercial travaille pour WBI ; à Tunis, c'est l'inverse : un délégué général WBI s'occupe des dossiers économiques. C'est vraiment dans les deux sens. Les échos des opérateurs sont bons. Et par rapport aux coûts, c'est plus que du simple au double.

Ce qui émeut sans doute pas mal de personnes, c'est l'encadrement de ces postes, qui a la responsabilité finale, quels sont les programmes d'action... Je trouve que l'inquiétude est démesurée, mais je peux et je dois l'entendre et on le fera à travers l'évaluation prévue et une convention.

Mais tous ces projets visent l'efficacité, pas à pencher pour l'une ou l'autre thèse. Le lien entre la culture et l'économie ne dénature pas notre identité, ça l'enrichit. Tout décloisonnement est enrichissant quand on respecte l'identité de chacun. ■

Propos recueillis par
MA.D.

Pascale Delcomminette

Titulaire d'un master en sciences économiques et sociales et d'un post-graduat en commerce international, Pascale Delcomminette est l'administratrice générale de l'Awex et de WBI depuis 2014. Elle fut cheffe de cabinet de Rudy Demotte (PS), alors ministre-président wallon et de la Communauté française. Elle fut aussi cheffe de cabinet du ministre de la Santé, Didier Donfut (PS).